

***Mesdames et Messieurs les Elus des communes,
de la communauté de communes Osartis,
du conseil général du Pas-de-Calais,
du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais,***

Chers camarades,

Nous nous sommes donné rendez-vous aujourd'hui pour défendre ensemble la pérennité du site industriel de la papeterie de Corbehem-Brebières.

Le propriétaire, réfugié à Helsinki, en Finlande, a tout fait pour laisser pourrir la situation et laisser mourir l'entreprise. Le groupe Stora Enso a montré que son droit de propriété a été mis au service d'une volonté de destruction des emplois et des capacités de production.

Cet abus de position du propriétaire a placé les salariés et leur outil de travail dans une intolérable situation d'attente depuis le 23 octobre 2012, date à laquelle le comité d'entreprise a enregistré la volonté de la direction de se débarrasser de Corbehem. Une fois l'annonce faite, le patron du groupe s'est muré dans le silence.

Quel mépris à l'égard des salariés !

L'employeur spéculait sur la démoralisation, la démobilisation et la peur du chômage. Mais surtout, il a menti, honteusement. Il a suggéré qu'il recherchait un repreneur, et au nom de cette prétendue recherche il appelait à la patience, à l'attente, au silence. Sans jamais donner aucune information. Il apparaît au grand jour que sa véritable intention est bien la politique de la terre brûlée, c'est-à-dire détruire le site de façon que nulle concurrence ne vienne récupérer les capacités de production.

C'est ce que ces beaux messieurs du patronat appellent la concurrence libre et non faussée.

Monsieur le patron de Stora Enso avait sans doute mieux à faire aujourd'hui que de recevoir les salariés. Que lui importe la vie de l'usine et des professionnels qui l'ont valorisée et enrichie. Sans doute, quelque spéculation financière retenait son agenda, à moins qu'il ne souffre de ce stress sur lequel Gattaz, le président du Medef, pleure désormais... Pauvre patron, gémissons avec eux... Le cynisme de l'état major de Stora Enso n'a pas de borne.

Alors ? Les salariés devraient céder au désespoir et ne regarder l'avenir que du côté de Pôle Emploi, avec le vague espoir de toucher une prime dite extralégale, supplémentaire, comme si l'entrée au chômage n'était pas l'issue qu'il fallait à tout prix éviter ?

Nous avons en commun une expérience réussie, celle de l'usine d'Alizay, que M Real aussi voulait détruire en excluant tout rachat par un repreneur. Malgré la décision d'un lointain état major scandinave, l'usine tourne, la cheminée fume. Ce grâce à l'effort combiné des salariés, de leurs syndicats, des conseils municipaux, du conseil général. Ils ont permis de forcer le blocus patronal, et d'assurer l'investissement et le redémarrage du site.

Ce qui a été possible à Alizay est reproductible à Corbehem et Brebières ! Nous avons donc la solution pour les emplois et l'usine. Tout dépend en grande partie de vous, des élus et de la manière dont la lutte porte cette solution. Nous, nous ne sommes pas là pour pousser les feux du désespoir, comme le fait le Front national, mais au contraire refonder l'espérance et bâtir l'avenir dans l'intérêt de tous.

Il n'y a plus de temps à perdre : les conseils municipaux, le conseil général et le conseil régional peuvent délibérer et user de la loi telle qu'elle est !

L'utilité publique de l'entreprise est pourtant flagrante. A vous de délibérer sur « l'expropriation administrative pour cause d'utilité publique » de l'usine de Corbehem-Brebières. Bien sûr, ce recours légal serait d'autant facilité si, la loi Florange en cours de débat au Parlement, était adoptée dans le sens de la protection des sites et des emplois contre l'abus de pouvoir des propriétaires, des délocalisateurs, des spéculateurs, notamment immobiliers. Mais la base légale actuelle suffit.

Que les municipalités adoptent le point de vue de l'intérêt public, qui, dans le cas de l'usine papetière, est abondamment démontré, alors les jours qui suivent seront ceux de la construction de l'avenir.

Pourquoi ?

Qu'un repreneur sérieux apparaisse, il risque de se heurter à une fin de non-recevoir du propriétaire, le groupe Stora Enso. Il faudra donc forcer la reprise. Qu'aucun repreneur ne veuille assurer la relève, il faudra pourtant construire l'avenir.

Dans les deux cas, les pouvoirs publics nationaux devront appuyer de leur autorité le droit de préemption que vous, élus locaux et régionaux, devrez exercer pour garantir l'activité industrielle et l'emploi. Les délibérations auxquelles les élus voudront bien procéder dans les délais les meilleurs auront une importance cruciale : au cœur des manoeuvres permanentes de démoralisation, d'abandon, de l'intérieur de la République, des moyens démocratiques seront utilisés au service des salariés, des communes du site industriel et d'une région tant martyrisée par la désindustrialisation.

Alors le site de Corbehem et Brebières deviendrait le symbole d'un sursaut démocratique, bien venu face à la manipulation du désespoir à laquelle se livre le Front national. C'est par là que ce rassemblement 20 février sera une étape fructueuse dans la voie de la survie de l'entreprise.

Aux élus dorénavant de délibérer dans les jours qui viennent, aux salariés de continuer la lutte pour que l'usine de Brebières-Corbehem vive avec tous ses emplois, à nous, Filpac CGT, de soutenir sans retenue cette démarche dont nous espérons qu'elle inspirera d'autres salariés de la filière papetière et plus largement.

Expropriions ensemble ceux qui veulent exproprier les salariés, leurs communes et leur région de leur site industriel. La convergence entre moyens légaux et lutte sociale est établie, évidente, à portée de main.

Ensemble, oui, nous le pouvons !

Avant de conclure, je tiens à saluer la présence nombreuses de délégations des syndicats de la Filpac cgt du papier, de la presse, des imprimeries, de la distribution, de l'édition et de la publicité.

Cela montre que toutes nos professions sont immédiatement concernées par le sort de l'usine de Corbehem qui assure une production stratégique ô combien nécessaire à l'existence de la presse écrite française.

C'est pourquoi, après la rencontre prévue cet après midi à Bercy, nous vous invitons donc à venir le dire, avec nous, lors de l'entrevue que nous aurons le 6 mars prochain avec la ministre de la Culture et de la Communication et à participer nombreux, ce même jour, au meeting que nous organisons devant le ministère pour la défense de l'information, de la presse et de ses emplois. Je vous remercie de votre attention.

Marc Peyrade, secrétaire général Filpac-cgt, La Défense 20 février 2014